

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
20 décembre 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 17 décembre 2021, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Kenya
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la quinzième réunion consultative annuelle conjointe, qui s'est tenue par visioconférence le 17 décembre 2021 entre les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et ceux du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

À cette réunion, les membres des deux Conseils se sont entendus sur le texte d'un communiqué conjoint (voir annexe), que je vous transmets en ma qualité de Président du Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, l'organe du Conseil de sécurité qui a contribué à l'établissement dudit communiqué à la faveur de concertations avec les homologues de l'Union africaine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Martin **Kimani**



**Annexe à la lettre datée du 17 décembre 2021 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent du Kenya auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Communiqué conjoint

**Quinzième réunion consultative annuelle conjointe tenue entre les membres
du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et ceux du Conseil
de paix et de sécurité de l'Union africaine le 17 décembre 2021**

1. Les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et du Conseil de sécurité de l'ONU ont tenu par visioconférence leur quinzième réunion consultative annuelle conjointe, le 17 décembre 2021. Ils ont rappelé les communiqués conjoints publiés depuis la première réunion consultative annuelle conjointe, en 2007.
2. Les membres des deux Conseils ont souligné que la responsabilité principale du Conseil de sécurité, aux termes de la Charte des Nations Unies, était le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Ils ont également rappelé le mandat du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en ce qui concerne la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique, comme le prévoit le Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.
3. Les membres des deux Conseils ont réaffirmé les dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies sur le rôle des accords régionaux dans le règlement pacifique des différends locaux.
4. Les membres des deux Conseils ont noté que la quinzième réunion consultative annuelle conjointe se tenait pour la deuxième fois dans des circonstances extraordinaires en raison de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des répercussions dans les domaines socioéconomiques, politiques et humanitaires et sur le plan de la sécurité dans le monde entier, y compris en Afrique.
5. Les membres des deux Conseils ont saisi l'occasion du sixième séminaire informel conjoint, qui s'est tenu le 16 décembre 2021, pour échanger des vues sur la question du financement prévisible et stable des opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine au moyen de contributions provenant des deux organisations, notamment des contributions statutaires au budget de l'Organisation des Nations Unies. Ils ont examiné les mesures pratiques à prendre et les conditions à remplir pour établir le mécanisme grâce auquel les opérations de soutien à la paix dirigées par l'Union africaine qui sont autorisées par le Conseil de sécurité et placées sous son autorité conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies pourraient être financées en partie au moyen des contributions au budget de l'Organisation des Nations Unies, au cas par cas, selon des normes et mécanismes établis d'un commun accord pour assurer une responsabilisation et un contrôle stratégiques et financiers. Ils ont également envisagé une plus grande coopération entre le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Les membres des deux Conseils ont réfléchi ensemble à l'amélioration des méthodes de travail, qui passe notamment par la tenue des consultations annuelles conjointes, et réaffirmé qu'il importait d'effectuer des visites conjointes dans les situations de conflit en Afrique, en fixant les modalités au cas par cas, et de multiplier les occasions de dialogue informel entre leurs membres, notamment en continuant de tenir des réunions mensuelles entre la présidence du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et la présidence du Conseil de sécurité. Ils ont souligné comme il était important de renforcer encore la coopération, la collaboration et la coordination entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union

africaine et réaffirmé leur appui au rôle moteur joué par le Secrétaire général de l'ONU et par le Président de la Commission de l'Union africaine, dans l'esprit du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, signé le 19 avril 2017.

6. Les membres des deux Conseils ont débattu des sujets suivants : la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) après 2021, la situation dans la région du Sahel, la lutte contre le terrorisme et contre l'extrémisme violent y conduisant en Afrique et la Mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique (SAMIM). Ils ont exprimé leur soutien aux solutions politiques et aux solutions de sécurité qui favoriseront la paix et la stabilité dans ces régions.

7. Les membres des deux Conseils ont salué l'action de l'AMISOM et des forces de sécurité somaliennes et les progrès accomplis dans la lutte contre les Chabab et ils ont condamné les activités terroristes menées par ce groupe en Somalie et ailleurs. Ils ont souligné qu'il importait de préserver les acquis enregistrés dans la lutte contre les Chabab et insisté sur la nécessité pour les parties intéressées de s'entendre sur la présence d'une mission après 2021. Ils ont pris note de la publication, en janvier 2021, du rapport d'évaluation indépendant de l'Organisation des Nations Unies, de celle, en mai 2021, du rapport d'évaluation indépendant de l'Union africaine et de celle, en février 2021, du Plan de transition pour la Somalie révisé. Ils ont aussi indiqué attendre avec intérêt de recevoir la proposition conjointe de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union africaine, demandée dans la résolution [2568 \(2021\)](#).

8. Les membres des deux Conseils ont condamné dans les termes les plus fermes tous les actes de terrorisme, constaté avec préoccupation que le terrorisme et l'extrémisme violent y conduisant, qui sont parfois le fait de combattants terroristes étrangers, portaient de plus en plus atteinte à la paix et à la sécurité en Afrique, et réaffirmé qu'ils mettraient tout en œuvre pour lutter contre en Afrique, en conjuguant leurs efforts et en mobilisant des ressources stables pour appuyer les efforts de l'Union africaine et des communautés économiques régionales et mécanismes régionaux. Ils ont réaffirmé qu'il importait de s'attaquer aux facteurs de propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent pouvant conduire au terrorisme en Afrique, notamment en assurant le relèvement et la reconstruction au niveau national, en améliorant la gouvernance et en facilitant le développement socioéconomique durable de l'Afrique, dans le respect des engagements et obligations qu'impose le droit international.

9. Les membres des deux Conseils ont félicité la SAMIM, déployée au Mozambique à la suite de la décision du Sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement de l'Afrique australe, pour son action dans la lutte contre la menace terroriste dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du pays, et salué les progrès accomplis à ce jour. Ils ont noté qu'il était important que la communauté internationale apporte à la Mission un appui technique, financier et matériel lui permettant de renforcer ses capacités institutionnelles et de s'acquitter efficacement de son mandat. Ils ont également souligné la nécessité d'apporter une aide humanitaire durable aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi que d'appuyer les efforts de stabilisation, de reconstruction et de relèvement dans la province touchée. Ils ont encouragé le Gouvernement du Mozambique à continuer de s'attaquer aux facteurs de propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent y conduisant qui existent dans le pays.

10. Les membres des deux Conseils ont noté que le terrorisme est l'un des principaux facteurs menaçant la paix et la sécurité au Sahel et ont exprimé leur forte préoccupation face à la menace croissante que représentent le terrorisme et l'extrémisme violent y conduisant dans la région du Sahel et face à la propagation de ces risques dans les pays voisins. Ils ont souligné qu'il importait de renforcer la

coordination, la collaboration, la transparence et la complémentarité des efforts déployés par les pays de la région et par l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest afin de prévenir et de régler les questions de sécurité et de développement et insisté sur l'importance des efforts régionaux collectifs. Ils ont salué les efforts déployés par la Force multinationale mixte dans la lutte contre le terrorisme et se sont félicités de l'opérationnalisation de différents mécanismes régionaux, notamment la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, et encouragé les États participant à ces forces régionales à veiller à ce que celles-ci continuent d'accroître leur niveau d'activité afin d'obtenir davantage de résultats opérationnels tangibles. Ils se sont félicités des efforts internationaux déployés pour appuyer les forces régionales, notamment la Force conjointe du G5 Sahel, et souligné qu'il importait de continuer à apporter à celle-ci un appui prévisible, bilatéral et international pour qu'elle devienne pleinement et durablement opérationnelle et autonome. Ils ont encouragé les pays de la région à continuer d'investir davantage dans le renforcement de leurs capacités institutionnelles, à échanger des renseignements et des informations, ainsi qu'à redoubler d'efforts pour s'attaquer de manière globale aux facteurs de propagation du terrorisme et de l'extrémisme violent y conduisant qui existent dans la région. Ils ont rappelé que les mesures prises pour écarter les menaces qui pèsent sur les pays du Sahel ne peuvent aboutir que si elles s'inscrivent dans la mise en œuvre de stratégies nationales et de cadres de coopération régionale largement représentatifs.

11. Les membres des deux Conseils ont souligné qu'il importait de continuer à coopérer et à collaborer à la prévention des conflits, notamment en faisant appel à la diplomatie préventive et en s'employant à consolider et à pérenniser la paix, afin de s'attaquer aux causes profondes des conflits armés en Afrique et aux facteurs qui les alimentent.

12. Ils ont réaffirmé qu'ils étaient déterminés à continuer de renforcer la coopération et la collaboration déjà étroites entre les deux Conseils en faveur de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique, qui contribuent au maintien de la paix et de la sécurité internationales, et souligné qu'il importait d'appliquer le programme pour les femmes et la paix et la sécurité et celui relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité en Afrique, et qu'il fallait assurer la protection des civils, notamment des enfants, dans les situations de conflit armé.

13. Les membres des deux Conseils sont convenus de tenir leur septième séminaire informel conjoint et leur seizième réunion consultative annuelle conjointe en 2022, à des dates et en des lieux qu'ils fixeront ensemble en temps utile.
